



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



NOUVELLES ÉCONOMIQUES DE L'EURASIE*

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE MOSCOU

N° 100 – 26 mai 2023

Sommaire

➤ Zoom sur la situation économique et financière de la Moldavie en 2022	2
➤ Russie	10
Commerce extérieur.....	10
Inflation.....	10
Marché du travail.....	11
➤ Biélorussie	11
Politique monétaire.....	11
➤ Arménie	11
Activité.....	11
Commerce extérieur.....	11
Inflation.....	11
➤ Moldavie	12
Activité.....	12
Inflation.....	12
Transferts de fonds des expatriés.....	12
➤ Ouzbékistan	12
Réserves.....	12
➤ Tableaux de synthèse	13

* Cette publication couvre les pays suivants: Russie, Biélorussie, Moldavie, Arménie, Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizstan et Tadjikistan.

🔍 Zoom sur la situation économique et financière de la Moldavie en 2022

Avec un PIB nominal de 14,4 Md USD en 2022, et un PIB par habitant de 5 671 USD, la Moldavie est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et un des pays les plus pauvres d'Europe. L'économie moldave est caractérisée par le poids prépondérant du secteur agricole, qui représente plus de 10% du PIB, plus de 20% de l'emploi et près de la moitié des exportations du pays, mais elle a aussi vu émerger une industrie dynamique dans les technologies de l'information et de la communication. Le conflit armé en Ukraine a fragilisé la situation macroéconomique déjà précaire du pays, dont la stabilité demeure conditionnée à l'aide financière internationale et aux envois de fonds de la diaspora. Confrontée au déclin et au faible taux d'activité de sa population, la Moldavie est contrainte de développer un nouveau modèle de croissance, axé sur l'investissement plutôt que la consommation.

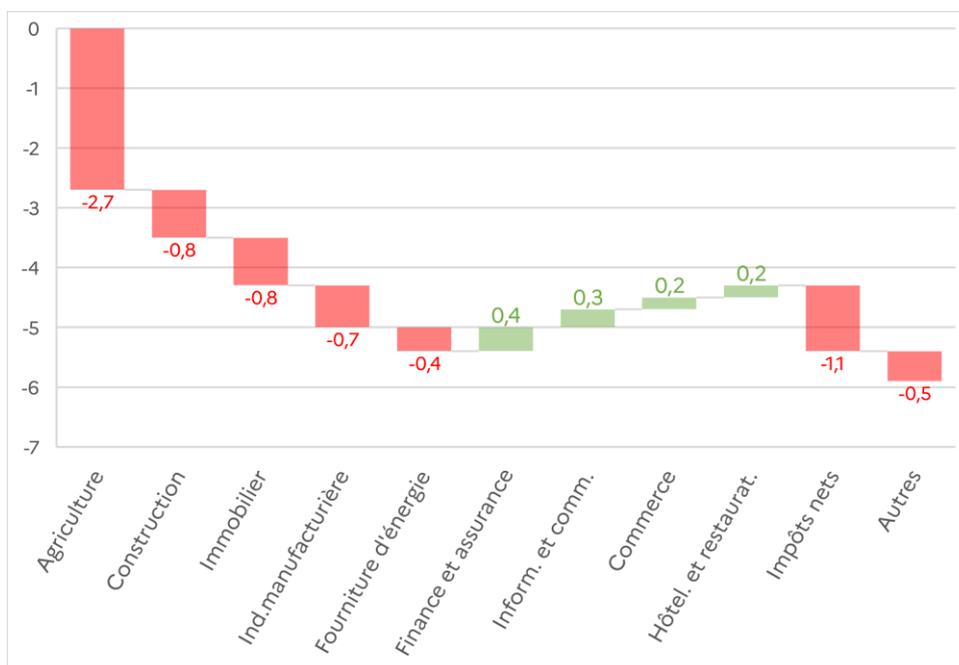
1. Après une année 2022 particulièrement difficile, une reprise limitée et incertaine en 2023

La Moldavie a subi une succession de crises depuis la fin de l'année 2021. Alors que l'économie moldave avait connu un fort rebond en 2021 (+13,9%), **l'activité s'est contractée de 5,9% en 2022 sous l'effet de la déstabilisation régionale**, qui a aggravé une première crise énergétique consécutive à l'explosion du prix du gaz fin 2021. La Moldavie a été affectée via plusieurs canaux, au premier rang desquels les prix : l'inflation annuelle a accéléré de 13,9% fin 2021 à 30,2% fin 2022, et s'est établie en moyenne à 28,6% en 2022, contre 5,1% en 2021. Après avoir été alimentée par la reprise de la demande des ménages post-Covid en 2021, la hausse des prix en 2022 a été tirée par un choc d'offre sur l'énergie et les biens alimentaires, dont la Moldavie est importatrice nette, et, plus généralement, par la perturbation des circuits logistiques liés à l'Ukraine. La Moldavie a ainsi dû réorienter son approvisionnement en biens alimentaires, traditionnellement dépendant de l'Ukraine et des pays de la CEI, vers l'Europe et la Turquie. Au total, la hausse des prix alimentaires (+32,5% fin 2022) a contribué à hauteur d'environ 11 points de pourcentage à l'inflation, et celle de l'énergie (+75,9%) à environ 10 points. Ces chocs ont été amplifiés par la taille réduite du marché moldave et l'absence de réserves significatives. Du fait de sa proximité avec l'Ukraine, la Moldavie a également dû faire face à un afflux massif de réfugiés : 1 million d'Ukrainiens auraient transité par le pays en 2022, et 70 000 à 100 000 personnes, à 85% des femmes et des enfants, y seraient restées, soit l'équivalent de 3 à 4% de la population moldave totale. Selon le FMI, les mesures de soutien aux réfugiés auraient représenté environ 0,4% du PIB moldave en 2022.

Du point de vue de la production, la récession découle principalement de la chute de l'activité agricole, amplifiée par des conditions climatiques défavorables. La sécheresse a aggravé la baisse de la production agricole, atteignant 25,8% en 2022, qui a contribué à hauteur de 2,7 points à la baisse du PIB. La part du secteur dans le PIB a par conséquent régressé de 10,4% en 2021 à 7,9% en 2022. Une baisse a également été enregistrée dans la construction (-10%),

l'industrie manufacturière (-7,5%) et la fourniture d'énergie (-18%). A l'inverse, l'hôtellerie et la restauration ont bénéficié des flux de population et ont vu leur activité augmenter de 23,9%. L'activité s'est également maintenue dans le commerce (+1,4%) et les services liés à la finance, l'assurance (+14,5%), l'information et la communication (+5,3%). **Dans l'approche par les dépenses, la contraction de 4% de la consommation finale des ménages explique l'essentiel de la récession (-3,3 points de PIB) ; l'investissement (FBCF) a également chuté de 6,8%.**

Figure 1. Contributions à l'activité en 2022, approche par la production (points de PIB)

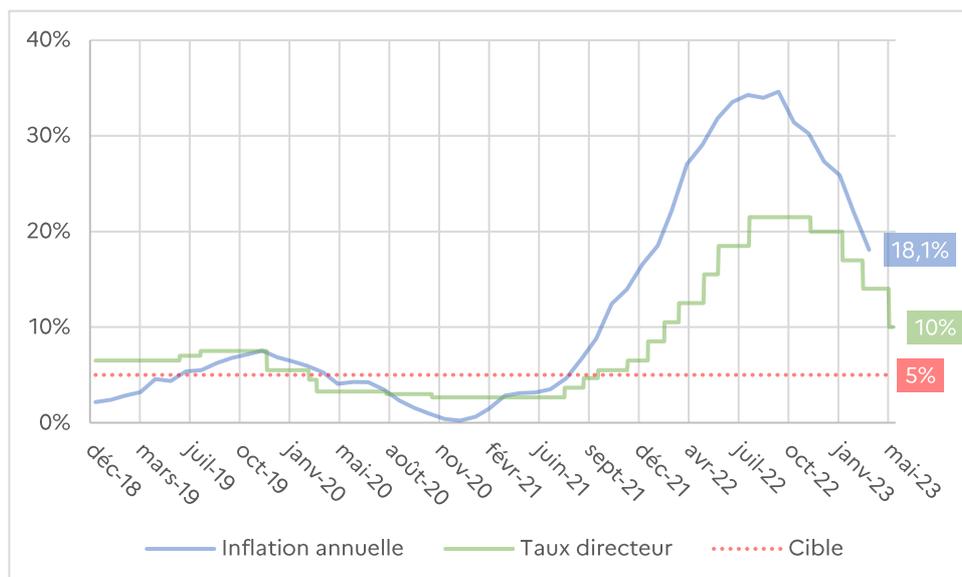


Source : Bureau national de statistiques de Moldavie

La réponse des autorités a combiné un durcissement de la politique monétaire à des mesures de soutien budgétaire aux ménages. La Banque nationale de Moldavie (BNM) a relevé son taux directeur à six reprises en 2022, de 6,5% à 21%, afin de contenir la hausse de l'inflation, qui a commencé à décélérer après un pic à 34,6% en octobre pour atteindre 18,1% en avril 2023. Dans un contexte de modération des prix de l'énergie et d'atonie de la demande, ce mouvement devrait se poursuivre et conduire à une inflation de 6,6% fin 2023 selon la BNM, qui a d'ores et déjà pris acte de ces évolutions et abaissé son taux directeur quatre fois depuis la fin de l'année 2022, le ramenant à 10%. Au plan budgétaire, les autorités ont adopté des mesures ciblées visant à réduire les factures énergétiques des ménages – qui représente en moyenne près de 10% de leur revenu disponible. La mise en place d'un Fonds de réduction de la vulnérabilité énergétique (*Energy Vulnerability Reduction Fund – EVRF*), en partie abondé par les partenaires internationaux de la Moldavie, a permis des transferts sociaux ciblés à près de 760 000 ménages moldaves (sur un total de 1 300 000), dont 78% ont été identifiés comme particulièrement vulnérables. A la faveur d'un hiver clément et de la stabilisation des prix de l'énergie, entre 20 et 30% des avoirs du Fonds, d'un montant mensuel de 1 Md MLD (environ

56 M USD), ont pu être épargnés en prévision du prochain hiver. Au total, la Banque mondiale estime que les dépenses de soutien aux ménages défavorisés ont représenté 2% du PIB moldave en 2022, contribuant à limiter l'augmentation de la pauvreté résultant de la crise.

Figure 2. Politique monétaire et inflation



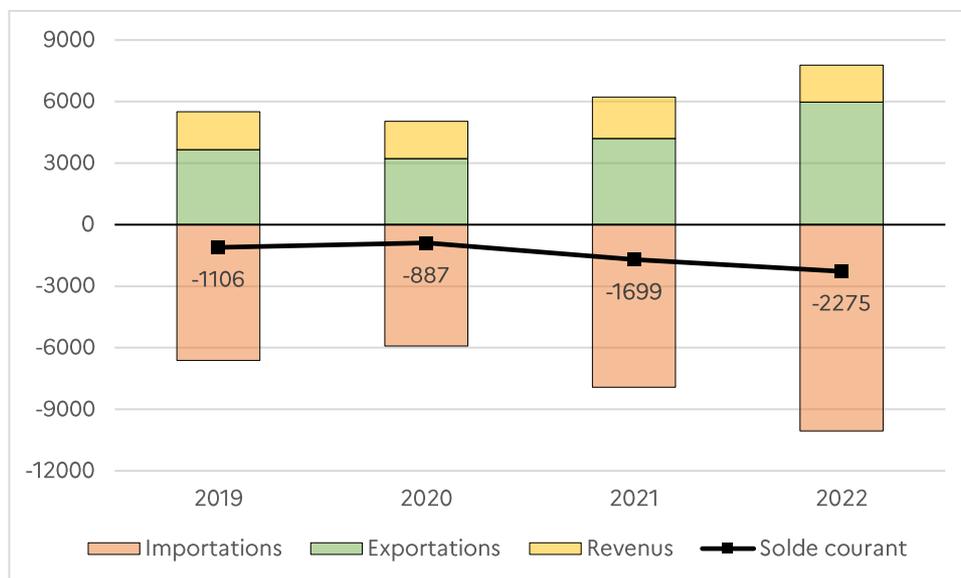
Source : Banque nationale de Moldavie

La Moldavie demeure dépendante des bailleurs de fonds internationaux pour couvrir ses besoins de financement, mais ne présente pas de fragilité majeure à ce stade. Le déficit public s'est établi à 3% du PIB en 2022, soit un niveau inférieur aux attentes, en raison, d'une part, de recettes publiques supérieures aux prévisions et, d'autre part, de la sous-exécution chronique des dépenses. Le budget adopté pour 2023 est expansif, avec un déficit plus important prévu à 6% du PIB, qui doit permettre d'accompagner la reprise de l'activité et de basculer d'une logique de gestion de l'urgence à une logique de développement à plus long terme. Il intègre notamment la revalorisation, déjà effective, de 17% des salaires dans le secteur public, et de 14,5% pour les retraites. Les autorités moldaves envisagent l'adoption d'un budget supplémentaire destiné au financement d'infrastructures et à améliorer la capacité administrative, sans modification de l'objectif de déficit. Les besoins de financement sont globalement couverts pour 2023, notamment via la reprise d'émissions obligataires. **L'endettement public de la Moldavie est faible à 34,7% du PIB fin 2022** et présente un profil de risque limité du fait de sa nature essentiellement concessionnelle.

Les comptes extérieurs sont caractérisés par un fort déséquilibre, néanmoins tempéré par d'importantes réserves de change. Le compte courant de la Moldavie est ressorti en déficit à 13,1% du PIB en 2022, ce qui reflète avant tout l'ampleur du déficit commercial (-4,1 Md USD). Le renchérissement des importations d'énergie et de biens alimentaires a entraîné une augmentation de ce dernier de 9,7% en 2022. Les réserves de change de la Moldavie ont atteint leur plus haut niveau historique à 4,7 Md USD fin mars 2023, soit environ 5,6 mois

d'importations et une progression de 36% en glissement annuel. Cette évolution traduit la hausse de l'aide financière internationale et l'achat de devises par la BNM dans un contexte d'appréciation du leu moldave causé par la faible demande de devises. La devise nationale s'est appréciée de 6,3% entre début 2023 et fin avril, et ne s'est dépréciée que de 1,2% au total par rapport à début 2022. L'accumulation de réserves est aussi favorisée par les envois de fonds depuis l'étranger, représentant une part non négligeable du PIB (environ 12% en 2022), qui ont résisté à la crise et progressé de 8,3% à 1,7 Md USD.

Figure 3. Compte courant de la Moldavie (M USD)



Source : Banque nationale de Moldavie

Assaini et renforcé depuis le « scandale du milliard » en 2015, le secteur bancaire s'est montré particulièrement résilient. Parallèlement au relèvement du taux directeur, qui a permis d'endiguer le mouvement de ruée sur les dépôts bancaires observé au début de la crise, la BNM a rehaussé le ratio de réserves obligatoires sur les passifs libellés en monnaie nationale, de 30% début 2022 à 45% depuis septembre 2022, et en devises convertibles, de 28% à 40% en septembre (34% depuis janvier 2023). La capitalisation du secteur bancaire et sa rentabilité, déjà satisfaisantes avant 2022, se sont maintenues à un niveau adéquat : le ratio d'adéquation des fonds propres atteignait 29% en 2022 (contre 29,5% en 2021), tandis que le ratio de rentabilité des actifs a progressé de 2% en 2021 à 2,9% en 2022. Les sanctions contre le secteur bancaire russe n'auraient pas eu d'incidence majeure sur la santé financière des banques moldaves compte tenu de leur faible exposition. Seul point noir à ce tableau, la distribution de crédit à l'économie réelle a ralenti en termes réels, freinée par la hausse des taux d'intérêts à 13,6% en 2022 en moyenne pour les crédits en leu, contre 4,1% l'année précédente. Le portefeuille total de crédits ne représentait plus que 22,6% du PIB en 2022, contre 23,3% en 2021. Sa qualité s'est par ailleurs légèrement dégradée, avec un taux de créances douteuses en augmentation de 0,4 p.p. à 6,5% en 2022.

Les perspectives de reprise en 2023 sont incertaines, et portent sur une reprise faible de 2% selon le FMI et de 1,8% selon la Banque mondiale. Plus pessimiste, la BERD a maintenu son pronostic de récession à -1,3% lors de la dernière actualisation de ses prévisions régionales mi-mai. La croissance reste tributaire d'un niveau élevé d'incertitude pesant sur la confiance des agents économiques, associé au maintien des risques liés au conflit en Ukraine, à la problématique énergétique et aux défis de plus long terme. La récession perdurerait au cours du premier semestre puis s'estomperait sous l'effet de la reprise de la consommation et du crédit, s'appuyant notamment sur les importantes réserves de liquidité bancaire, ainsi que sur l'impulsion fiscale. L'arbitrage entre reprise et récession en 2023 dépendrait surtout du rétablissement de la production agricole, qui sera suspendu aux conditions climatiques.

2. Une économie en manque de leviers de croissance

Le développement économique de la Moldavie est structurellement limité par la faiblesse du marché du travail. La Moldavie affiche un des plus faibles taux d'activité en Europe à 41% (890 000 personnes actives sur une population de 2,6 M d'individus) contre une moyenne de 58% dans l'Union européenne¹. Cette faiblesse s'explique par le vieillissement et la diminution rapides de la population, passée de 4 M d'habitants au début des années 1990 à 2,6 M en 2022, associés à une forte émigration facilitée par la détention de passeports roumains par une partie significative de la population. Les envois de fonds par la diaspora peuvent avoir un effet désincitatif sur les ménages au regard de la faiblesse des rémunérations locales, principal obstacle à l'attractivité du marché du travail moldave : le salaire moyen s'élevait à 10 529 MLD en 2022, soit 557 USD, et a enregistré une baisse de 10,3% en termes réels par rapport à l'année passée du fait de l'inflation. Les revenus réels disponibles des ménages, qui incluent les transferts sociaux et les revenus du patrimoine, ont diminué de 5,9% au cours de cette période. De fait, le manque de main d'œuvre revêt un caractère systémique en Moldavie, affectant aussi bien les administrations que le secteur privé. L'impact du conflit dans le voisinage direct de la Moldavie couplé à ces problématiques structurelles aurait entraîné un affaissement de la croissance potentielle du pays en 2022.

L'investissement est freiné par un environnement des affaires défavorable. Selon la BNM, le stock total d'investissements directs étrangers atteignait 4,9 Md USD fin 2022, soit une progression de 4% par rapport à la fin de l'année 2019, tandis que le flux d'IDE entrants a atteint 592 M USD (4,1% du PIB), dépassant de 16% son niveau de 2019 après deux années consécutives de repli. Le poids du stock d'IDE rapporté au PIB a néanmoins diminué de 5 points de pourcentage au cours de cette période à 34%. Le niveau d'investissement dans l'économie est jugé insuffisant tant par les autorités que par les institutions financières internationales (IFI), la déstabilisation du voisinage de la Moldavie contribuant à décourager les nouveaux projets. Indépendamment du contexte politico-sécuritaire, le fonctionnement de l'institution judiciaire, qui fait l'objet de conditionnalités dans le cadre du programme FMI en cours, reste une préoccupation majeure pour les investisseurs, en plus des problématiques liées à la corruption.

¹ Le taux de chômage s'établissait à 3,1% en 2022.

Le sous-développement des marchés de capitaux constitue un frein supplémentaire à l'investissement, qui explique en partie l'excédent de liquidités du secteur bancaire. La BNM se verra confier à partir du 1^{er} juillet 2023 la supervision du secteur financier non bancaire, et notamment assurantiel, qui devrait être assaini et développé en s'appuyant sur l'expérience de l'assainissement du secteur bancaire.

La désétatisation de l'économie est un enjeu majeur pour le développement. La Moldavie comprend près de 900 entreprises publiques, dont environ 200 directement liées au gouvernement central. Les actifs des 137 principales entreprises publiques représentaient 20,2% du PIB en 2021, et leurs dettes 9% du PIB. Près de 40% d'entre elles étaient non rentables. Un processus exhaustif d'évaluation de leur situation financière est en cours de mise en œuvre par le ministère des Finances.

La Moldavie bénéficie d'un soutien financier et technique international considérable, qu'elle peine toutefois à absorber faute de capacité administrative suffisante. En 2022, le soutien budgétaire des IFI, notamment la Banque mondiale et la BERD, a nettement augmenté pour faire face aux besoins nés de la crise gazière, mais aussi dans la perspective de l'adhésion moldave à l'Union européenne depuis l'octroi du statut de candidat en juin dernier. Les programmes d'assistance macro-financière respectifs du FMI et de l'UE ont été successivement revus à la hausse, d'environ 260 M USD en mai 2022 s'agissant de la facilité élargie de crédit/mécanisme élargi de crédit (ECF/EFF) du FMI, portant le montant total à 796 M USD entre décembre 2021 et la fin du programme prévue début 2025 ; de 145 M EUR en janvier 2023, pour un total de 295 M EUR, s'agissant de l'assistance macro-financière (MFA) fournie par l'Union européenne. En matière sectorielle, les IFI investissent dans une multitude de secteurs, prioritairement l'infrastructure, l'énergie, l'agriculture, la gestion de l'eau et des déchets et la santé. Cette aide abondante et diversifiée pose des difficultés multiples du fait de la capacité limitée des autorités moldaves à mettre en œuvre les programmes en question, eu égard à la faiblesse et au morcellement administratifs du pays, qui peine à formuler ses besoins de manière centralisée et à s'approprier ces programmes d'assistance.

3. Une situation énergétique stabilisée, mais des défis persistants à moyen terme

La Moldavie a surmonté la crise gazière de 2022 et apparaît mieux préparée au prochain hiver. En octobre 2022, Gazprom avait réduit les livraisons de gaz destinées à la Moldavie à 5,7 M m³/jour sous le prétexte de difficultés techniques, soit une baisse de 30 à 50% par rapport aux besoins du pays durant la période hivernale. Les autorités ont réagi en acquérant du gaz sur le marché roumain, et en maintenant autant que possible le flux destiné à la Transnistrie. La normalisation progressive des prix de l'énergie et un hiver clément ont limité l'impact des mesures russes sur la Moldavie. Le pays serait en meilleure posture pour affronter le prochain hiver avec des stocks de gaz – situés en Ukraine – déjà remplis à 60% en avril, et un approvisionnement désormais diversifié grâce au gazoduc reliant la Moldavie à la Roumanie et aux Balkans, qui a pu être utilisé en flux inversé pour la première fois fin 2022.

L'approvisionnement en électricité demeure une source de vulnérabilité. La production moldave ne couvre que 20% de la consommation interne, et les principaux fournisseurs

externes présentent des fragilités liées aux attaques sur l'infrastructure énergétique en Ukraine, des pénuries fréquentes en hiver et des prix plus élevés en Roumanie, et la dépendance au gaz russe pour la centrale électrique MGRES située en Transnistrie. Ces difficultés sont aggravées par la vétusté du réseau électrique et le système de chauffage collectif hérité de l'époque soviétique, entraînant une déperdition d'énergie proche de 50%. Les solutions envisagées par les autorités visent prioritairement l'amélioration de l'efficacité énergétique du réseau via notamment une rénovation des infrastructures. Le développement de nouvelles sources d'énergie, notamment renouvelables, est contraint par la capacité limitée du réseau actuel et la faiblesse du potentiel de certaines énergies, notamment hydroélectriques.

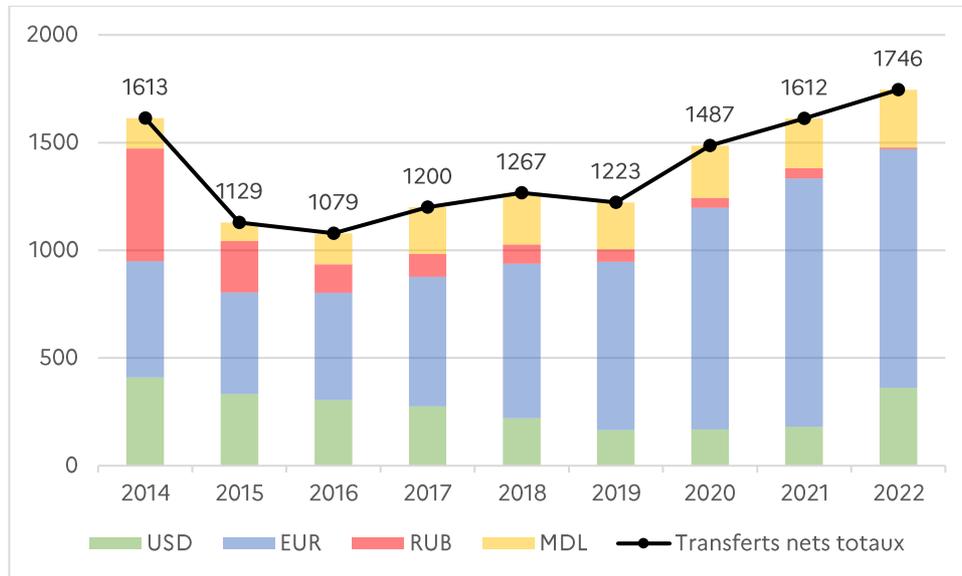
L'enjeu de la réintégration de la Transnistrie est intrinsèquement lié aux problématiques énergétiques. Le réseau électrique moldave est fortement dépendant des infrastructures situées en Transnistrie, région par laquelle transitent la majorité des lignes à haute tension reliant la Moldavie aux réseaux ukrainien et roumain. L'économie transnistrienne est placée dans une situation de dépendances multiples : le fonctionnement de la centrale électrique MGRES et de l'usine métallurgique MMZ est subventionné par le gaz livré gratuitement par la Russie par l'intermédiaire de Moldovagaz, mais 80% des exportations transnistriennes serait cependant destinées au reste de la Moldavie et à l'Union européenne.

4. Des relations économiques avec la Russie en perte de vitesse

L'affaiblissement structurel du poids de la Russie dans l'économie moldave s'est accéléré depuis le 24 février 2022, au profit du bloc européen. A titre d'illustration, la part de l'UE dans les exportations moldaves a progressé de 35% en 2008 (dont 14% pour la Roumanie) à 54% en 2022 (25% pour la Roumanie), tandis que la part des exportations vers la CEI a décliné de 55% à 29% au cours de cette période. S'agissant des importations, l'UE a conforté son rôle de premier fournisseur et représentait 57% du total en 2022 (27% pour la Roumanie), contre 44% en 2008 (16% pour la Roumanie), alors que la part de la CEI a diminué de 40% à 29% sur cette période. De manière analogue, la part de la CEI dans les envois de fonds depuis l'étranger vers la Moldavie a été pratiquement divisée par 3 entre 2014 et 2022, passant de 63% à 22%, alors que celle de l'UE progressait de 20% à 46%. Au total, la Russie ne comptait plus que pour 21% des transferts totaux en 2022, ce qui coïncide avec le déclin de la part du rouble dans les transferts totaux de près de 32% en 2014 à 0,4% en 2022.

La Russie a exigé le remboursement immédiat par la Moldavie d'arriérés de dettes en janvier 2023. Par une lettre adressée aux autorités moldaves, le ministère russe des Finances a mis fin à un moratoire portant sur une dette de 91 M USD contracté en 2001, et exigé son remboursement immédiat en roubles, rendu techniquement impossible par le régime de sanctions occidentales. L'ultimatum russe a engendré une violation du critère de performance du programme FMI en cours relatif à la non-accumulation de dettes, qui a cependant été résolue via l'ouverture d'un dépôt fiduciaire en dollars auprès de la BNM exclusivement destiné au remboursement de la dette en question et crédité de la somme correspondante.

Figure 4. Transferts nets entrants depuis l'étranger (M USD)



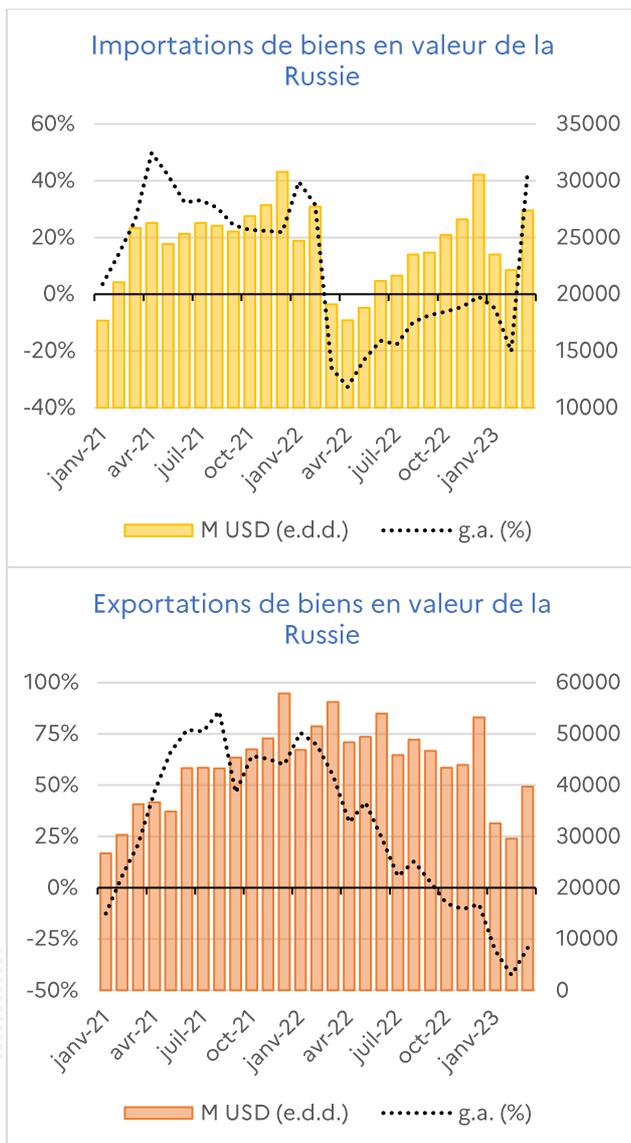
Source : Banque nationale de Moldavie

Russie

Commerce extérieur

Selon la Banque de Russie, les exportations de biens en valeur ont diminué de 34,1% en g.a. à 101,8 Md USD au 1^{er} trimestre 2023. Les importations de biens ont augmenté de 2% à 73 Md USD.

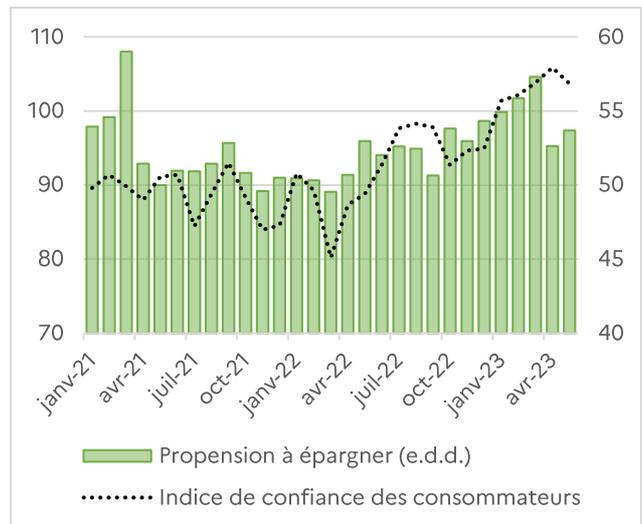
Figure 1. Commerce extérieur de biens



Inflation

Les anticipations d'inflation des ménages à 12 mois ont augmenté à 10,8% en mai 2023 (contre 10,4% en avril). La hausse des anticipations a été tirée exclusivement par les ménages dépourvus d'épargne, qui anticipent une inflation à 11,6%, contre 11,2% le mois précédent, tandis que les anticipations des ménages disposant d'une épargne sont restées stables à 9,6%. A l'inverse, les anticipations d'inflation à 3 mois des entreprises ont diminué de 0,9 point en g.m. à 16,5% en mai. **L'indice de confiance des consommateurs a diminué de 2,2 points en g.m. à 103,7 points en mai** en raison d'une évaluation plus pessimiste par les ménages de la situation économique et des perspectives d'amélioration de leur situation matérielle à un an et cinq ans. **La propension à épargner des ménages a légèrement augmenté en mai à 53,7% (+1,1 en g.m.)** après une baisse importante le mois dernier.

Figure 2. Comportement de consommation des ménages



L'indice des prix de la production industrielle a diminué de 12,7% en g.a. en avril 2023.

L'inflation s'est élevée à 0,04% entre le 16 et le 22 mai (0,04% entre le 11 et le 15 mai). Elle s'est

établie à 2,36% en g.a. au 22 mai, et à 2,19% depuis le début de l'année.

Marché du travail

Selon une étude de l'institut Gaïdar, 35% des entreprises industrielles sondées en avril 2023 déclaraient être confrontées à des pénuries de personnel. Il s'agit du plus haut niveau mesuré depuis 1996. A titre de comparaison, il atteignait 26% début 2022, et 27% début 2023.

Biélorussie

Politique monétaire

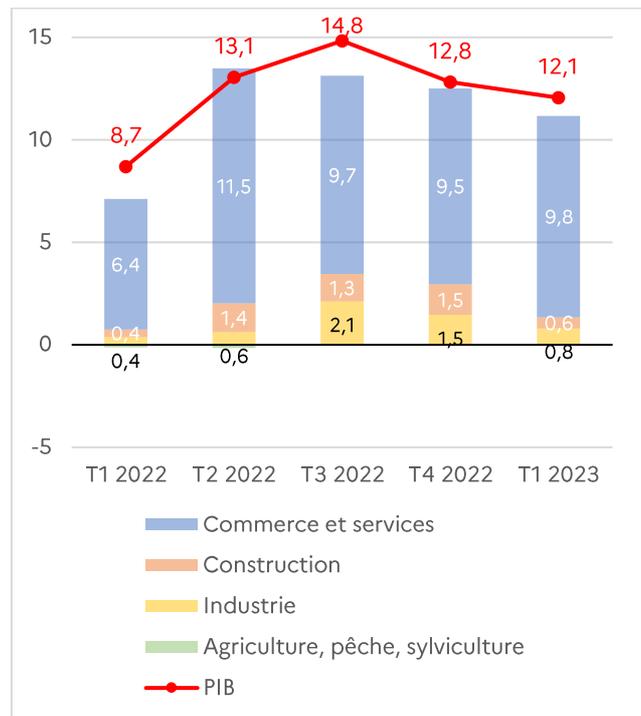
Le 22 mai 2023, la Banque nationale de Biélorussie a annoncé la baisse du taux directeur de 25 pdb à 9,75% à compter du 31 mai 2023. Cette décision a été prise dans le contexte de la baisse de l'inflation qui a atteint 4,75% en g.a. en avril, contre 6% en mars. La Banque Nationale prévoit que l'inflation continuera à diminuer et sera inférieure à 5% à la fin de l'année.

Arménie

Activité

Selon la première estimation du Comité de statistiques, le PIB a augmenté de 12,1% en g.a. au 1^{er} trimestre 2023. A l'instar des périodes précédentes, **la croissance a été essentiellement tirée par le commerce et les services, en progression de 16,4% en g.a.** La croissance a été plus modeste dans l'industrie (+3,9%) et l'agriculture (+0,6%). Les dépenses de consommation finale des ménages ont crû de 4,3% en g.a., tandis que celle des ménages a progressé de 12,5%. La FBCF a augmenté de 13%.

Figure 3. Évolution trimestrielle du PIB (g.a., %) et contributions sectorielles (p.p.)



L'indicateur avancé d'activité a augmenté de 12,2% en janvier-avril 2023 en g.a, et de 12,1% en avril. La production industrielle a augmenté de 2,4% en janvier-avril 2023 en g.a.

Commerce extérieur

Le déficit commercial s'est établi à 1487 M USD en janvier-avril 2023, en hausse de 74,5% en g.a. Les importations ont augmenté de 93,9% en g.a. à 3646 M USD, tandis que les exportations ont augmenté de 110% à 2158 M USD.

Inflation

L'indice des prix de la production industrielle a diminué de 2,9% en g.a. en avril.

Moldavie

Activité

La production industrielle a diminué de 5,1% en g.a. au 1^{er} trimestre 2023, et de 4,7% en mars 2023. Au 1^{er} trimestre, la baisse de la production a été tirée par la baisse d'activité des industries extractives de 11,9%, du secteur manufacturier de 4%, et de la production de l'électricité, du chauffage, du gaz etc. de 7,4%. La construction a reculé de 10,9% en g.a. au 1^{er} trimestre 2023.

Inflation

L'indice des prix de la production industrielle a augmenté de 17,3% en g.a. en avril 2023, contre 23,8% en mars.

Transferts de fonds des expatriés

Les transferts de fonds aux particuliers en provenance de l'étranger ont atteint 123 M USD en avril 2023, soit une baisse de 3,7% en g.a. En janvier-avril, ils ont augmenté de 10,7% en g.a. à 530,4 Md USD.

Ouzbékistan

Réserves

Au 1^{er} mai 2023, les réserves internationales de l'Ouzbékistan se sont établies à 35,2 Md USD, soit environ 12 mois d'importations et une baisse de 1,9% en g.a.



Tableaux de synthèse

CROISSANCE ET PRÉVISIONS	Croissance du PIB (g.a.)			Prévisions FMI (g.a.)		PIB nominal 2022		Pop. 2022*
	2021	2022	T1-23 (e)	2023	2024	Md USD	Par hab. (USD)	M hab.
Russie	5,6%	-2,1%	-1,9%	0,7%	1,2%	2 215	15 444	146,4**
Kazakhstan	4,1%	3,2%		4,3%	4,9%	226	11 440	19,8
Ouzbékistan	7,4%	5,7%	5,5%	5,3%	5,5%	80	2 280	36,2
Biélorussie	2,3%	-4,7%	-0,6%*	0,7%	1,2%	73	7 860	9,3
Arménie	5,7%	12,6%	12,1%	5,5%	5%	20	6 584	3
Moldavie	13,9%	-5,9%		2%	4,3%	14	5 671	2,6
Kirghizstan	3,7%	7%	4,4%* ↓	3,5%	3,8%	11	1 626	7,1
Tadjikistan	9,4%	8%		5%	4,5%	10	1 064	10

*janvier-avril 2023

**comprend la population des régions ukrainiennes annexées par la Russie depuis 2014 (non reconnues par la communauté internationale).

ACTIVITÉ	Production industrielle		Ventes de détail		Indices PMI (avr-23)		Chômage	Salaires réels
	T1-23	2022	T1-23*	2022	Manufact.	Services	Plus récent	2022
Russie	-0,9%	-0,6%	-7,3%	-6,5%	52,6 ↓	55,9 ↓	3,5% ↓	-1% ↓
Kazakhstan	3,5%* ↑	1,1%	10,5%* ↓	2,1%	51,3 ↓	53,9 ↑	4,9%	
Ouzbékistan	5%* ↑	5,2%	6,4%* ↑	12,3%			8,9% ↓	
Biélorussie	2,3%*	-5,4%	0,1%*	-3,7%			3,6% ↓	-1,2% ↓
Arménie	3,6%	7,8%	1,5%	2,6%			12,5% ↓	
Moldavie	-5,1%	-5,1%		-5,6%			3,1% ↓	-10,3% ↓
Kirghizstan	4,6%* ↓	11,4%	6,6%* ↑	6,5%			9%	15,2% ↑
Tadjikistan		15,4%						

*janvier-avril 2023

POLITIQUE MONÉTAIRE	Inflation annuelle					Cible d'inflation	Taux directeur	
	Avr-23	Mars-23	Fév-23	Jan-23	Déc-22		26/05/23	Depuis
Russie	2,3%	3,5%	11%	11,8%	11,9%	4%	7,5%	Sept-22
Kazakhstan	16,8%	18,1%	21,3%	20,7%	20,3%	4-5%	16,75%	Déc-22
Ouzbékistan	11%	11,7%	12,2%	12,2%	12,3%	5%	14%	Mars-23
Biélorussie	4,7%	6%	11,7%	12%	12,8%	5%	9,75%	Mai-23
Arménie	3,2%	5,4%	8,1%	8,1%	8,3%	4%	10,75%	Déc-22

* Cette publication couvre les pays suivants: Russie, Biélorussie, Moldavie, Arménie, Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizstan et Tadjikistan.

Moldavie	18,1%	22%	25,9%	27,3%	30,2%	5% (±1,5)	10%	Mai-23
Kirghizstan	10,7%	12,7%	16,2%	15,3%	14,7%	5-7%	13%	Nov-22
Tadjikistan	3,4%	3,6%	4,5%	4,3%	4,2%	6% (±2)	10%	Mai-23
FINANCES	Dette publique (% PIB)	Dette externe (% PIB)	Solde courant (% PIB)		Solde budgétaire (% PIB)		Réserves (mai-23)	
			T1-23	2022	T1-23	2022	Md USD	Mois d'imp
Russie	19,6%	17,9%	1,1%* ↑	10,5%	-2,3%*	-2,1%	595,8**	20,5**
Kazakhstan	24,6%	71,7%	-0,7%	2,8%	-0,3%	0%	37,6 ↑	7,6 ↑
Ouzbékistan	34,3%		-2%	1,4%		-3,9%	35,2	12
Biélorussie	39,8%	43,2%		4,2%		-4,9%	8	2,3
Arménie	45,9%	78,7%		0%	0,6%	-2,1%	3,6 ↓	4,3 ↓
Moldavie	33,5%	65,6%		-13,1%	-0,6%	-3,3%	4,9 ↑	5,8 ↑
Kirghizstan	52%	94,6%		-26,8%		-1,3%	2,5	2,8
Tadjikistan	34,6%			6,2%		-1,4%	3,8***	8***

*janvier-avril 2023

**Dont avoirs en devises gelés depuis février 2022 dans le cadre des sanctions contre la Russie.

***Fin décembre 2022

Sources: FMI, S&P Global, Banques centrales, ministères économiques et financiers, instituts de statistiques des pays mentionnés.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international